

## Nouvelle journée d'action pour les retraites le 12 octobre

# Le gouvernement reste sourd, la mobilisation continue

Manifestations du 2 octobre



Paris



Épinal



Tours



Périgueux



Toulouse

N° 585  
DU 9 AU 15 OCTOBRE

1,5€

10, rue de Solferino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70  
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline  
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) et AFP • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772  
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires



### L'AGENDA

**9 octobre**

► **International**

**Convention nationale Pour une nouvelle donne internationale et européenne au CNIT-La Défense (92)**

**12 octobre**

► **Mobilisation**

**Journée de grève pour la défense de notre système de retraite**

**6 novembre**

► **Forum des Idées**

**Sur la thématique de la ville du XXI<sup>e</sup> siècle, à Lille**

**9 novembre**

► **Conseil national**

**Sur le thème de l'Égalité réelle à l'Assemblée nationale, Paris**

Retrouvez l'agenda sur  
[parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)



## L'info en continu

Harlem Désir, 30/09/10

### Mensonges

« Nicolas Sarkozy a menti en déclarant que les Français ne se feront plus de soucis une fois la réforme passée. Il ment quand il affirme que sa réforme permettra de garantir l'équilibre financier du système de retraites. Il ment parce que les Français sont inquiets pour le montant de leurs retraites. Nicolas Sarkozy s'en est une nouvelle fois pris aux 35 heures. Là encore, nouveau mensonge. Les 35 heures sont un acquis social auquel les Français sont attachés et dont la mise en place a été accompagnée d'une période de développement économique, de croissance et d'emploi, sans commune mesure avec la période noire que Nicolas Sarkozy fait vivre aux Français ».

David Assouline, 30/09/10

### Corbeau

« En créant un compte sur le réseau social Twitter prétendument tenu par un permanent du PS pratiquant manipulation et calomnie, l'équipe internet de l'UMP a dépassé la limite des pratiques admissibles dans le débat en ligne. J'appelle ce parti à s'expliquer sur ces dérives et à se démarquer publiquement de ceux, qui en son sein, amènent des méthodes de corbeau dans le débat politique ».

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 8 ans

c'est le nombre d'années qu'un ouvrier peut espérer vivre en bonne santé après 50 ans. Pour les cadres, ce nombre d'années de vie en bonne santé s'élève à douze ans. C'est la double peine des ouvriers : des conditions de travail pénibles, une espérance de vie plus courte de huit ans en moyenne, et plus d'années de mauvaise santé. Une double peine totalement ignorée dans la réforme des retraites du gouvernement. Pour que la pénibilité soit réellement prise en charge, le PS sera à nouveau mobilisé aux côtés des syndicats le 12 octobre.

## L'ACTU DU SECRÉTARIAT NATIONAL

### Alstom: des licenciements boursiers scandaleux

Le groupe industriel Alstom a annoncé qu'il allait supprimer 4 000 postes d'ici mars 2012, dont une centaine en France. Alstom a pourtant dégagé un chiffre d'affaires sur son exercice 2009/2010 avec un bénéfice en hausse de 10% à hauteur de 1,22 milliard d'euros. « Pour assurer encore plus de profits aux actionnaires, la direction a donc décidé de considérer des salariés, qui ont passé pourtant une partie de leur vie dans leur usine à travailler dignement et avec fierté, comme de simples variables d'ajustement » commente le Secrétaire national à l'emploi et au travail.

Au bord de la faillite en 2003, Alstom avait bénéficié de fonds publics et de l'intervention de Nicolas Sarkozy, alors ministre des Finances. Un plan de sauvetage de 600 millions d'euros, la moitié assumé par l'État, avait été mis en place. « Lorsqu'il a fallu renflouer le capital d'Alstom et revendre les actions de l'État quelques années plus tard à un

ami proche, Martin Bouygues, le président de la République était bien évidemment au rendez-vous. Lorsqu'il s'agit d'intervenir pour sauver l'avenir d'hommes et de femmes qui travaillent pour cette même entreprise, il est aux abonnés absents » ajoute Alain Vidalies. Le PS demande au gouvernement d'intervenir auprès de la direction d'Alstom afin que des milliers de salariés ne perdent pas leur emploi.

### 65 ans de Sécurité sociale

Il y a soixante-cinq ans, dans le prolongement du manifeste du Conseil National de la Résistance, naissait la Sécurité sociale qui a permis de garantir à tous une protection définie selon les besoins, indépendamment des revenus. « La Sécurité sociale est devenue un pilier de notre pacte républicain. Elle a représenté un progrès décisif vers l'égalité réelle, définissent Martine Aubry et Marisol Touraine, Secrétaire nationale à la santé et à la Sécurité sociale. La droite s'est engagée, de manière accélérée dans la remise en cause des

solidarités collectives au profit des garanties individuelles, les exemples n'ont pas manqué ces derniers temps ». Le PS appelle à un sursaut républicain pour défendre ces acquis en sachant l'adapter aux évolutions de la société plutôt que d'essayer sans cesse de la réduire.

### Bruno Le Maire et les nitrates

En demandant « une pause en matière de règles environnementales », le ministre de l'Agriculture met de côté les engagements du Grenelle. « Une pause dans l'objectif de réduire de 50% les pesticides d'ici 2018 serait irresponsable, commentent Laurence Rossignol, Secrétaire nationale à l'environnement et au développement durable et Germinal Peiro, Secrétaire national à la ruralité et à la mer, pour la santé des agriculteurs, pour la sécurité sanitaire des consommateurs. Irresponsable pour l'avenir de l'agriculture française. Ce n'est pas ainsi que la France se préparera à l'agriculture de demain ».

## CONVENTION NATIONALE

# La Nouvelle Donne INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE



Vous avez été nombreux à voter le 30 septembre dernier sur le texte de la Convention nationale Nouvelle donne internationale et européenne, adopté par le Conseil national le 8 septembre. À une large majorité d'entre vous, vous avez adopté ce texte. « Plus de 55 000 adhérents se sont déplacés et 87,4% se sont prononcés en faveur du texte », affirme Pascale Boistard, Secrétaire nationale à l'organisation et aux adhésions. Samedi 9 octobre, se déroulera la Convention nationale, co-présidée par Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis. Cette Convention scellera la position du Parti socialiste sur les questions internationales. Deux tables-rondes

seront notamment organisées, l'une sur la France dans un multilatéralisme rénové, animée par Harlem Désir, et la seconde sur la mondialisation et la relance de l'Europe, conduite par Catherine Trautmann. De nombreuses interventions comme celle de Bertrand Delanoë ou Ségolène Royal, viendront ponctuer cette journée de débats. Poul Nyrup Rasmussen, Président du Parti socialiste européen, interviendra également en matinée, juste avant le discours de Martine Aubry. La Convention sera retransmise intégralement sur le site internet du parti (parti-socialiste.fr), et sera accessible au public sourd et malentendant.



# Les socialistes à l'offensive

## Au Sénat

Parce que le système des retraites est un sujet majeur dans la vie des Français, qui relève d'un nouveau pacte social, parce que l'Assemblée a été privée d'un débat réel sur la réforme, les sénateurs socialistes ont décidé d'imposer au gouvernement un « débat acharné ». « Chacun a conscience que réformer les retraites est un impératif collectif, explique Christiane Demontès, sénatrice du Rhône en charge du dossier pour les socialistes, mais le projet gouvernemental n'est pas une réforme. Il s'agit tout juste d'un ajustement paramétrique injuste qui fait peser 85% de l'effort sur les seuls salariés. De plus réformer nécessite la concertation avec l'ensemble des acteurs. C'est un préalable incontournable. Le gouvernement n'en a rien fait. Au mieux a-t-il tenu informé de ses décisions ». Le groupe a prévu de déposer 300 amendements. Avec le soutien du groupe communiste/Parti de gauche (CRC-SPG), Jean-Pierre Bel, président du groupe a déposé mardi une motion référendaire sur la réforme des retraites, qui vise à demander l'organisation d'un référendum.

## En direct de l'Assemblée nationale

Comme pour les retraites, la majorité espérait faire passer en exprès sa nouvelle loi sur l'immigration. Trois jours seulement étaient prévus pour analyser notamment la directive retour, le travail dissimulé, ou encore la question des mariages gris. « Grâce à la mobilisation du groupe, ce texte revient en discussion cette semaine, a expliqué Sandrine Mazetier, c'est une première victoire, car notre rôle est déterminant dans l'allongement de l'examen de ce texte, la droite est divisée en trois, ceux qui suivent le gouvernement, les ultras qui défendent des amendements hyper droitiers et enfin les humanistes. À côté de cela, le rapporteur Thierry Mariani répond, le ministre répond très peu sinon par le mépris ou l'anathème ». Un appel a été lancé aux républicains du camp d'en face pour lutter contre ce texte. « Au final, on sent la droite mal à l'aise » a commenté Sandrine Mazetier. Le groupe socialiste est lui très uni sur la question des valeurs de la République, le vote solennel, et les explications de vote, devraient intervenir le mardi 12 octobre.

## Au Parlement européen

La Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale du Parlement européen a adopté par une majorité de 33 voix pour, 2 contre et 3 abstentions le rapport rédigé par l'eurodéputée socialiste française Pervenche Berès qui appelle à un changement profond de gouvernance. « L'Union européenne doit pleinement exercer les responsabilités qui sont les siennes dans le domaine des compétences partagées et cesser de se contenter d'encadrer les politiques nationales de libéralisation des marchés » explique-t-elle. Le rapport de la commission crise appelle à la création d'un M ou d'une Mme Euro, Vice-président de la Commission qui serait en charge de l'Eurogroupe et le représenterait dans les instances internationales. Il recommande également la mutualisation d'une partie de la dette des États membres de la zone euro et lance un appel fort à la Commission pour qu'en l'absence d'accord au niveau global, elle mette en avant des propositions législatives pour l'introduction d'une taxation des transactions financières.



L'info en continu

Jean-Jacques Urvoas, 4/10/10

## Sécurité

« Pour tenter de masquer les conséquences de sa politique stupide de suppression des emplois de policiers et de gendarmes, le gouvernement est contraint de se réfugier dans une confiance aveugle envers la technique. Jamais on aura autant vanté le déploiement tout azimuts de la vidéosurveillance, du contrôle de l'internet, de la multiplication des fichiers ! Nicolas Sarkozy s'enferme dans son dogmatisme et continue à confondre retour à la tranquillité publique avec démonstration de la force. Hélas, le rétablissement de l'autorité appelle des solutions plus complexes et plus pérennes que les déclarations de guerre, le déploiement de Robocops ».

Benoît Hamon, 4/10/10

## Explications

« Aujourd'hui, les Français répondent toujours aussi présents à l'appel des syndicats à manifester. Nous sommes très inquiets des stratégies du gouvernement et notamment de celles du Premier ministre. Il a répété hier : " Les Français se trompent ". Pourtant plus le président de la République et le Premier ministre expliquent leur réforme, plus ils détaillent, plus les Français sont contre ».

## RETRAITES

# Dans le cortège parisien

Des fonctionnaires, des personnes âgées, des abonnés de la première manif, mais aussi des jeunes et des salariés du privé. Ils étaient près de 3 millions à défilier le week-end dernier partout en France pour réclamer une autre réforme des retraites. « Nous sommes passés des demandes aux réclamations, affirme Candice, 35 ans, dans la manif parisienne, Ils nous font croire que passer de 60 à 62 ans va régler le problème ! Il y a d'autres moyens pour financer la réforme que de la faire peser sur ceux qui sont déjà les plus accablés, les femmes et les moins qualifiés ». Candice défilait avec sa poussette, Quentin 4 ans, bien installé

dedans. La revendication était familiale, normal, le système de retraites est basé sur la solidarité intergénérationnelle. Martine Aubry était présente dans la manifestation parisienne avec la plupart des représentants du parti. « Sur une réforme aussi importante, le Premier ministre, qui soi-disant prend ses distances, devrait dire, puisqu'il pense différemment: " On arrête tout, on recommence, on met sur la table ", a déclaré la Première secrétaire avant de rejoindre la manifestation lilloise, cette réforme est le concentré de la politique de Sarkozy, c'est totalement inefficace comme sa

politique économique, sa politique fiscale, c'est totalement injuste comme tout ce qu'il a fait jusqu'à présent. C'est un étouffement démocratique. On est le seul pays où l'on se moque de savoir ce que pensent les Français ». La discussion a débuté au Sénat le 5 octobre, une prochaine journée d'action aura lieu le 12 octobre.





# Mardi 12 octobre, encore plus nombreux-ses pour nos retraites !

**Alors que la discussion se poursuit au Sénat, rien n'est joué ! La force et l'ampleur de la mobilisation peuvent encore faire reculer le gouvernement. C'est une nécessité : malgré les faux-semblants sa réforme reste profondément injuste et ne règle rien. Elle ne garantit ni le financement du système par répartition ni le pouvoir d'achat des retraités.**

## Les mesures du gouvernement vont :

- ▶ transformer les jeunes retraités en vieux chômeurs, en obligeant les seniors à cotiser plus longtemps, et contraindre les femmes qui ont eu des carrières fractionnées à partir à 67 ans
- ▶ entraîner une baisse des pensions, comme après les précédentes réformes de la droite
- ▶ exclure la prise en compte de la pénibilité, qui n'a rien à voir avec l'invalidité
- ▶ faire porter plus de 90 % des nouveaux efforts sur les seuls salariés et presque rien sur les revenus du capital
- ▶ piller le Fonds de réserve des retraites pour maquiller les déficits en vue de 2012, sans même régler durablement le problème du financement !

## Les socialistes proposent :

- 1. le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, protection pour les salariés ayant commencé à travailler le plus tôt, liberté de choix pour tous.**
- 2. une réelle prise en compte de la pénibilité, tenant compte de l'espérance de vie liée aux parcours professionnels.**
- 3. le financement des retraites du premier au dernier euro par des efforts partagés : les revenus du capital et les banques doivent aussi contribuer à l'effort de solidarité.**
- 4. la prise en compte par des mesures démographiques de l'allongement de la durée de la vie.**
- 5. un Fonds de réserve des retraites garanti, pour amortir les chocs démographiques ou économiques.**

**Mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement  
Mobilisons-nous pour une réforme juste, qui  
préserve nos retraites et celles de nos enfants**

Retrouvez toutes nos propositions sur [parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)